

Déclaration FSU au CSA D 58 du 25 mars 2025



Depuis vendredi, nous avons changé de saison : nous sommes au printemps.

Pourtant, c'est toujours l'hiver sur nos conditions de travail et nos rémunérations.

Ainsi, depuis le 1er mars les fonctionnaires, qui subissent déjà le gel du point d'indice et la suppression de la GIPA, sont soumis·es à un **nouveau régime de couverture des congés de maladie ordinaire**, en ne touchant que 90% de leur rémunération.

La FSU demande la suppression de cette mesure ainsi que celle de la journée de carence. C'est une attaque frontale contre un principe fondamental de la Sécurité sociale : protéger celles et ceux qui vivent de leur travail contre les pertes de revenus découlant d'une incapacité à travailler en raison de leur santé. Cette mesure, en plus d'être injuste et injustifiable, est incompréhensible pour les personnels. En un mot, pour ce gouvernement, les personnels sont coupables d'être malades.

Par ailleurs, le Premier ministre, qui a ré-ouvert le **chantier retraite**, a fermé la porte à un retour à un âge de départ à la retraite à 62 ans, alors que ce chantier devait être sans tabou.

Pis, dès le début du chantier, il a pointé spécifiquement la Fonction publique, avec la théorie du « déficit caché ».

Le rapport de la Cour des Comptes a depuis contredit le 1er ministre et a confirmé les éléments issus des travaux du COR : il n'y a pas de déficit caché, le système des retraites n'est pas en danger, les retraites de la Fonction publique de l'État sont à l'équilibre.

En effet, en 2023, le système a été excédentaire de 8,5 milliards d'euros, contredisant les discours sur l'existence d'un déficit, argument faux avancé pour justifier la dernière réforme.

La FSU réaffirme l'urgence de l'abrogation de la dernière réforme pour améliorer les situations de tou·tes les salarié·es.

Autre sujet important pour lequel la FSU s'est mobilisée le 8 mars, celui des **droits des femmes**.

Égalité salariale, temps de travail choisi, retraite décente sont autant de points où les femmes subissent des inégalités.

Et l'éducation nationale n'est pas épargnée !

En effet, les femmes y occupent des emplois moins rémunérés, plus précaires, subissent les temps partiels, et parfois des violences sexistes ou sexuelles.

Enfin, il y a eu ce qui est au cœur de nos échanges aujourd'hui : le **2nd degré**.

Dans le 2nd degré, au lieu de saisir la chance historique d'offrir aux élèves et aux personnels de meilleures conditions de réussite et de travail, la rentrée 2025 illustrera à nouveau les sinistres choix ministériels. A l'échelle de l'académie, la suppression de 62 postes annoncée par le rectorat va ainsi bien au-delà des 50 ETP retirés par le ministère.

Mais la rentrée prochaine se verra-t-elle enfin dotée d'un enseignant devant chaque classe ? Et même si c'était vrai, le nombre de TZR sera-t-il suffisant pour assurer la continuité du service public dans l'année ?

Continuer à sous-investir dans le système éducatif c'est désarmer notre pays, un comble alors que nos gouvernants n'ont que le mot de réarmement à la bouche. L'investissement dans l'éducation est pourtant le seul moyen d'être en mesure d'affronter les défis qui sont devant nous. Il y a un an encore, le discours gouvernemental consistait à dire que le niveau des élèves devait remonter, encore des mots creux par rapport aux actes.

Notre département n'est pas épargné : nous entrons dans ce CSA avec un projet dont le solde est de -4 postes alors que l'enveloppe distribuée aux collèges du département augmente de 33,12 heures postes.

Nous ne le comprenons pas.

Nous nous réjouissons cependant que, là où l'année passée, à la même date, 120 collègues enseignant en collège étaient annoncés en service partagés sur le département, 104 sont annoncés pour la rentrée prochaine.

En revanche, là où ils n'étaient que 7 à se partager sur 3 établissements, ils sont 9 annoncés pour la rentrée prochaine.

A la FSU, nous ne cesserons jamais de dire que des enseignants ayant de bonnes conditions de travail assurent une meilleure qualité de travail pour leurs élèves.